



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 11 avril 2024

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Bruno LAFON, Mme Nelly DELEPINE, Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Karine DESMOULIN, M. Vincent MAURIN, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-Yves ROSAZZA par M. Xavier DANNEY.

Excusé(e)s :

M. Jean-François BOUDIGUE, M. Xavier DANNEY, Mme Marie LARRUE, M. Patrick DAVET.

Assistaient à la réunion :

M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

Mme Béatrice AURIENTIS.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Arnaud COMBES (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 11 mars 2024.

- **Délibération n° : 07-2024**
- **Objet : Mandatement au Centre de Gestion de la Gironde pour le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la Protection Sociale Complémentaire.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 11 avril 2024, à Lanton approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 11 Avril 2024

Délibération n° : 07-2024

Objet : Mandat donné au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire (*santé et/ou prévoyance*).

Vu la législation relative aux assurances,

Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu les articles L 221-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la négociation et accords collectifs,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu la délibération n° DE-0063-2023 du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde en date du 13 décembre 2023 autorisant le lancement d'une convention de participation pour la couverture des risques prévoyance et/ou santé ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 27 février 2024,

La protection sociale complémentaire (PSC) étant devenue l'un des outils clé de la politique sociale des employeurs publics territoriaux, ces derniers doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent, permettant de couvrir :

- Les risques santé (ou mutuelle): frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (la participation devient obligatoire d'un montant minimum de 15 € mensuel brut par agent à compter du 1er janvier 2026).
- Les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès (la participation de l'employeur devient obligatoire d'un montant minimum de 7 € mensuel brut par agent à compter du 1er janvier 2025).

Le processus de consultation sera commun aux employeurs territoriaux du département qui auront formulé leur intention par courrier, afin de mutualiser les risques à couvrir, et rechercher des tarifs compétitifs au bénéfice des agents. Les conventions de participation seront conclues par le centre de gestion pour le compte des employeurs, au même titre que les contrats collectifs d'assurance associés, en déclinaison de l'article L827-7 du code général de la fonction publique. Les organisations syndicales seront associées à la démarche.

En application des dispositions de l'article L.827.7 du code général de la fonction publique, le Centre de Gestion a une obligation de proposer aux employeurs publics territoriaux des garanties issues de contrats collectifs (procédure des conventions de participation).

Dans ce cadre, le Centre de Gestion va lancer une consultation pour retenir un organisme d'assurance.

La présente délibération consiste donc à donner mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire (santé et/ou prévoyance).


Décision :

Le Conseil Syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 11 avril 2024 décide :

- De se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation relative au risque Santé et/ou Prévoyance que le Centre de Gestion de la Gironde va engager.
- De prendre acte que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision de signer la convention de participation relative au risque Santé et /ou Prévoyance souscrite par le CDG 33 à compter du 1^{er} janvier 2025.

Fait et délibéré à Lanton, le 11 Avril 2024.

Le Secrétaire de Séance


Jean-Luc AUBIENTIS

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon


Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.